



*Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique
6^e séminaire*

**« Les relations bilatérales Etats-Unis - Turquie
et la perception américaine des évolutions turques »**

Paris, 11 février 2013

autour de

Katherine WILKENS

Directeur adjointe du *Programme Moyen-Orient*

du Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC

Animé par

Didier BILLION

Directeur adjoint de l'IRIS



*Dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie
de la Délégation aux Affaires stratégiques
Ministère de la Défense*

Propos liminaire de Didier Billion

Les relations bilatérales entre les Etats-Unis et la Turquie ont été marquées par de nombreuses crispations au cours des deux mandats du Président américain George W. Bush. Leurs relations se sont notamment dégradées en 2003, au moment de la guerre menée contre l'Irak. L'arrivée à la Maison Blanche de Barack Obama a permis d'initier la réconciliation. Le premier voyage officiel de ce dernier au Moyen-Orient s'est ainsi déroulé en Turquie, en avril 2009. A cette occasion, le Président Obama a affirmé sa volonté de rompre avec la ligne politique de son prédécesseur, en adoptant une posture de compréhension et d'empathie à l'égard du monde musulman. De plus, l'onde de choc politique qui traverse le monde arabe depuis deux ans a également considérablement contribué au rapprochement des positions des deux pays. Il semble ainsi nécessaire de se pencher sur la vision que les Etats-Unis ont du rôle de la Turquie au sein d'un Moyen-Orient en pleines turbulences.

Si cette nouvelle approche et ces événements ont permis un réchauffement des relations bilatérales, cela ne signifie pas pour autant que Washington porte désormais un regard peu critique à l'égard d'Ankara. L'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) en 2002, puis son emprise croissante sur la vie politique turque depuis lors, suscitent en effet de nombreuses questions. Quelle est alors la perception des Etats-Unis sur les évolutions internes de la Turquie et, en particulier, sur sa gestion de la question kurde. Comment est perçue à Washington la thèse qui prête à l'AKP un agenda caché d'islamisation de la société turque, à rebours de l'héritage séculier de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie républicaine ?

Pour traiter de ces questions et faire le bilan des relations bilatérales Etats-Unis - Turquie, notamment en ce qui concerne les dossiers du Moyen-Orient, Katherine Wilkens, directrice adjointe du *Programme Moyen-Orient* du Carnegie Endowment for International Peace, nous fait l'honneur et l'amitié de se joindre aux travaux de notre observatoire et de nous faire partager ses réflexions.

Synthèse des thèmes abordés par Katherine Wilkens

Historique des relations bilatérales entre les Etats-Unis et la Turquie

Les relations bilatérales entre les Etats-Unis et la Turquie sont passées par plusieurs phases depuis le coup d'Etat de 1980. Globalement, elles ont évolué d'une approche strictement militaire à une approche géostratégique élargie du rôle de la Turquie au Moyen-Orient. Par le prisme de la première, les Etats-Unis considéraient la Turquie sous l'angle de son appartenance à l'OTAN et de sa frontière commune avec l'URSS. La seconde approche fait de la Turquie un partenaire essentiel pour influencer sur l'environnement politique et sécuritaire du Moyen-Orient. Trois ruptures ont joué un rôle important dans cette évolution : la fin de la Guerre froide, le 11 septembre 2001 et l'arrivée au pouvoir de Barack Obama en 2009. Aujourd'hui, trois éléments ont valeur de tests pour évaluer les relations entre les deux pays : le mouvement de radicalisation des formations islamistes dans les pays du Printemps arabes, la crise en Syrie et le tour autoritaire que semble prendre le régime politique en Turquie.

1. Le tournant de la fin de la Guerre froide

Dans le contexte de la Guerre froide, les relations Etats-Unis -Turquie ont pris la forme d'un partenariat centré sur une coopération rapprochée entre le ministère de la Défense états-unien et l'appareil militaire turc. Cette coopération procédait d'une logique géostratégique. L'horizon de la politique extérieure turque est alors clairement le monde occidental et Ankara entretient des relations tendues avec l'Union soviétique. Pour l'état-major de l'armée turque et les élites kémalistes, c'est l'Occident qui est synonyme de modernité. En s'orientant vers ce dernier, la Turquie a pour ambition de réussir le décollage de son économie dont les performances restent, à l'époque, assez faibles. Cette période est également caractérisée par l'instabilité politique interne qui prévaut en Turquie et qui préoccupe grandement Washington.

Dans un premier temps, la fin de la Guerre froide et la dislocation de l'Union soviétique provoquent plutôt l'apparition d'un fossé entre les deux pays. En effet, les premières années de transition voient les Etats-Unis intervenir dans les Balkans, dans le cadre de la guerre de

Bosnie (1992-1995) et se focaliser sur l'évolution politique des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. Si la première Guerre du Golfe (1990-1991) marqua un rapprochement significatif entre Washington et Ankara, dans la mesure où cette dernière apporte son soutien à l'intervention américaine, elle est plutôt perçue comme une « mauvaise affaire » en Turquie. La guerre va en effet lui coûter 1,2 milliard de dollars, provenant du manque à gagner sur les exportations de pétrole irakien. De plus, elle a aussi pour conséquence de faire évoluer la question kurde d'une manière qui n'est pas favorable à Ankara. Non seulement la Turquie est confrontée à un afflux de réfugiés de Kurdes d'Irak sur son territoire en 1991, mais de plus le processus d'autonomisation kurde en Irak aboutit *de facto* à la formation d'une entité autonome kurde à sa frontière orientale. Cela explique les critiques contre les élites séculières turques, accusées de se rallier aux intérêts stratégiques et sécuritaires américains au détriment de l'intérêt national. La proximité de la relation personnelle entre les Présidents George H. Bush et Turgut Özal est également un élément non négligeable des raisons du soutien turc aux Etats-Unis.

Par la suite, la décennie 1990 marque une convergence des intérêts dans les relations bilatérales. La Turquie cherche à développer une politique extérieure plus active au Moyen-Orient et les administrations américaines successives (George H. Bush puis B. Clinton) se montrent désireuses de tirer profit de cet activisme nouveau. Pour la première fois émerge l'idée que la Turquie peut représenter un « modèle », en l'occurrence pour les nouveaux Etats riverains de la mer Caspienne. Les administrations américaines mettent également l'accent sur l'idée d'une Turquie « carrefour des civilisations », riche d'une diversité liée à son héritage historique, pour l'inciter à jouer un rôle de « pont » entre l'Orient et l'Occident. C'est l'époque de la politique extérieure turque tous azimuts qui la voit se tourner aussi bien du côté de l'Iran et de la Russie à l'Est que du côté des Balkans et de l'Union européenne (UE) – l'accord d'union douanière est signé en 1995, la Turquie obtient le statut de candidat à l'adhésion en 1999 – à l'Ouest. La période est aussi marquée par la coopération entre les deux Etats dans le cadre de l'opération *Provide Comfort* (1991-1996), destinée à protéger les Kurdes d'Irak contre les attaques du régime de Saddam Hussein.

Les relations bilatérales Etats-Unis -Turquie s'intensifient aussi dans le domaine énergétique. Les deux pays convergent sur la nécessité pour la Turquie de s'affranchir de la dépendance aux approvisionnements de pétrole et de gaz russes. La diplomatie des pipelines vise ainsi à acheminer les hydrocarbures de la mer Caspienne vers les marchés internationaux en contournant la Russie. Dans cette optique, le Département d'Etat américain crée un service en charge des questions énergétiques, centré sur la région de la mer Caspienne.

Au cours de cette période, l'état-major de l'armée et les élites séculières demeurent les forces clés, côté turc, de la conduite des relations avec les Etats-Unis. Cependant, en 1997, ces derniers se détournent provisoirement de la Turquie à cause de la démission forcée du gouvernement Erbakan, dont l'état-major turc est à l'origine.

Au total, les intérêts bien compris des Etats-Unis dictent leur conduite dans la construction de leurs relations avec la Turquie. Si la Guerre froide est bien terminée, cette approche n'a pas pour autant connu d'inflexion majeure. De la même manière que le *business as usual* dominait la coopération militaire, il domine la coopération naissante dans le domaine énergétique.

2. Le tournant du 11 septembre 2001

Du point de vue des relations entre les Etats-Unis et la Turquie, la période post-11 septembre a coïncidé avec des évolutions internes importantes au sein des deux pays. En Turquie, après une année 2001 difficile sur le plan économique, les élections législatives de 2002 marquent l'arrivée au pouvoir de l'AKP. Aux Etats-Unis, l'Administration George W. Bush élabore une vision manichéenne du monde qui sous-tend sa guerre contre le terrorisme : le monde est divisé entre ceux qui sont avec les Etats-Unis et ceux qui sont contre.

La Turquie exprime alors son malaise face à la projection de la puissance américaine dans le « Grand Moyen-Orient ». La Guerre d'Irak lancée en 2003 révèle les divergences entre les deux pays. Le 1^{er} mars 2003, la Grande Assemblée nationale turque, vote, à une courte majorité, contre la demande américaine de mise à disposition de bases militaires turques pour des troupes américaines qui devaient attaquer l'Irak par le nord. Elle suit en cela l'opinion publique turque, dont l'hostilité à toute intervention américaine dans la région est liée aux coûts économiques, ainsi qu'aux conséquences potentielles pour ce qui concerne la question kurde.

Cette décision a pour conséquence de modifier la relation bilatérale. Au cours des années qui suivent, la désillusion de l'Administration Bush à l'égard de l'appareil militaire turc s'accroît et elle se tourne alors vers le pouvoir civil de l'AKP pour tenter de relancer la relation. Le parti du Premier ministre Erdoğan voit positivement la volonté américaine de présenter la Turquie comme un bastion de l'islam modéré dans sa lutte contre l'islamisme radical. Les élites séculières se montrent toutefois très critiques à l'égard d'une possible évolution vers un modèle politique autoritaire qui remettrait en cause le sécularisme kémaliste, et expriment leur crainte de l'existence d'un agenda caché d'islamisation de la société turque au sein de l'AKP.

A partir de 2004, la Turquie devient aux yeux de l'Administration Bush un allié dans son projet de démocratisation du Moyen-Orient. En signe de sa volonté d'incarner la tête de pont de cet objectif, la Turquie s'attache alors à jouer un rôle de facilitateur dans les relations entre les puissances occidentales et le monde musulman.

Sur le plan militaro-stratégique, la coopération se poursuit entre les deux pays. Dans le cadre de la guerre en Afghanistan, la Turquie est un contributeur politiquement majeur au sein de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) et participe à la formation de la police afghane. Le fait qu'un pays musulman s'engage à ce point revêt une portée symbolique non négligeable dans la volonté états-unienne de légitimer cette intervention aux yeux de la communauté internationale.

Pour leur part, les Etats-Unis mettent à disposition de la Turquie leur savoir-faire en matière de renseignement dans le cadre de la guerre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'accord de 2007 voulu par R. T Erdoğan prévoit ainsi que les Etats-Unis fournissent une assistance « active » en la matière.

Il n'en demeure pas moins qu'une incompréhension concernant la perception du monde musulman par les Etats-Unis persiste dans la relation Etats-Unis - Turquie durant cette période.

3. Le tournant de l'élection Obama

L'élection de Barack Obama constitue un moment-clé pour les relations bilatérales. La Turquie accueille avec soulagement la volonté du nouveau président américain de développer des relations apaisées entre les Etats-Unis et le monde musulman. Ce nouvel agenda favorise la prise en compte pleine et entière par Washington de la place de l'islam en Turquie, et en particulier de l'importance de l'islam politique dans le système de gouvernance de l'AKP. L'Administration Obama cherche alors à appliquer à la Turquie la ligne directrice de sa politique étrangère. Pour avancer sur les enjeux géostratégiques, il vaut mieux, dans un monde globalisé, coopérer avec les alliés et les puissances régionales, plutôt que d'assumer seul le rôle de gendarme du monde. Or, de par son influence et son poids économique croissants, la Turquie fait figure de puissance régionale incontournable au Moyen-Orient aux yeux de l'Administration Obama.

De fait, celle-ci multiplie les signaux positifs à l'égard d'Ankara. Lors de son voyage en Turquie en avril 2009, Barack Obama insiste sur l'importance que revêt à ses yeux un partenariat avec la Turquie pour faire évoluer la perception des Etats-Unis au sein du monde

musulman. Il déclare à cette occasion que « Les Etats-Unis ne mèneront jamais de guerre dans le monde islamique ».

L'Administration Obama tente alors de refonder les relations avec la Turquie. Cela se manifeste par la volonté d'abandonner l'idée du « partenariat stratégique », qui a jusque-alors caractérisé la politique extérieure américaine à l'égard de la Turquie, pour lui substituer un « partenariat modèle ». Ce dernier ne doit pas se limiter à une coopération militaro-stratégique, il doit aussi explorer des domaines jusqu'alors délaissés, comme par exemple la culture. Ce partenariat modèle s'appuie aussi sur le développement d'une relation personnelle entre B. Obama et R. T Erdoğan. A son propos, le premier déclare en 2012 qu'elle est faite d'« amitié et de relation de confiance ».

Pour autant, cette « entente cordiale » ne signifie pas que tout est fluide dans les relations entre les deux pays. L'été 2009 est venu rappeler que la Turquie entend conserver une politique extérieure indépendante. A la grande déception des Etats-Unis, Ankara est ainsi l'une des premières capitales à reconnaître la victoire de Mahmoud Ahmadinejad aux élections présidentielles contestées en Iran. La volonté de la Turquie de conduire une politique extérieure qui lui est propre peut donc être un marqueur de nature à limiter tout approfondissement du « partenariat modèle ».

Ainsi, en dépit des fluctuations qui caractérisent les relations entre les Etats-Unis et la Turquie et des perceptions changeantes que chacun a de l'autre depuis la fin de la Guerre froide, il est possible de dégager un socle à leur partenariat. La coopération sur le plan militaro-stratégique ne s'est en effet jamais démentie. Depuis 2010-2011, elle est néanmoins mise à rude épreuve avec les bouleversements que connaît le Moyen-Orient.

Actualité et futur des relations bilatérales entre les Etats-Unis et la Turquie

A court terme, il est probable que les relations entre les Etats-Unis et la Turquie évolueront en fonction de facteurs multiples. Sur le plan géopolitique, il s'agit indéniablement des événements en cours au Moyen-Orient, et en particulier la guerre civile en Syrie, qui sont déterminants. Pour leur part, les évolutions politiques internes des deux pays risquent également de cristalliser des défis de nature à modifier la relation.

1. L'impact de la déstabilisation du Moyen-Orient

L'année 2010 a vu les tensions se multiplier entre les Etats-Unis et la Turquie au sujet des évolutions au sein du Moyen-Orient. Depuis lors, les Etats-Unis suivent de près l'évolution des relations de la Turquie avec ses voisins. L'évolution des Printemps arabes est également un enjeu qui pourrait déterminer le futur de la relation bilatérale.

➤ Iran

L'attitude d'Ankara à l'égard de l'Iran a, dans un premier temps, inquiété Washington. La Turquie a en effet cherché à jouer un rôle de médiateur sur le dossier nucléaire iranien qui a pu irriter l'administration Obama. Les Etats-Unis ont notamment critiqué l'absence de concertation de la Turquie à propos de son initiative diplomatique, menée en mai 2010 conjointement avec le Brésil, pour tenter de trouver une solution au dossier nucléaire. D'autant que quelques semaines plus tard, la Turquie s'opposait à des sanctions contre l'Iran au Conseil de sécurité des Nations unies. Néanmoins, avec le déclenchement du mouvement de contestation en Syrie, à partir du printemps 2011, et la défiance de plus en plus grande de la Turquie à l'égard du régime du président Bachar Al-Assad, les relations Turquie-Iran se sont tendues. D'une part, la Turquie considère l'influence de l'Iran en Syrie comme faisant concurrence à sa politique de voisinage. D'autre part, elle s'est ralliée aux craintes américaines sur les ambitions nucléaires iraniennes. Pour autant, Ankara, qui souhaite maintenir des relations commerciales et énergétiques, n'a pas rompu tout lien avec Téhéran. 2013 sera probablement une année décisive pour les positionnements américain et turc à l'égard de l'Iran. On peut notamment se demander comment la Turquie réagirait en cas d'attaque israélienne sur les installations nucléaires iraniennes.

➤ Irak

Concernant l'Irak, les Etats-Unis voient d'un mauvais œil le paternalisme dont la Turquie fait preuve envers le gouvernement régional du Kurdistan. Ankara s'appuie sur son président, Massoud Barzani, pour tenter de gérer la question kurde en Turquie, même si le processus de paix d'Imrali (lancé fin 2012 et qui a pour objectif de mettre fin au conflit Turquie-PKK) suggère que le Premier ministre turc souhaite « ré-internaliser » cette question. Parallèlement, les relations avec Bagdad se sont détériorées. Plutôt que la relation entre les deux Premiers ministres, R. T Erdoğan et N. Al Maliki, c'est donc la relation Erdoğan-Barzani qui semble déterminante. Or, cette relation privilégiée est de plus en plus perçue comme une menace pour l'intégrité territoriale de l'Irak, objectif affirmé publiquement par les Etats-Unis, déjà mise à

mal par l'activisme des forces se réclamant du sunnisme radical. Pour la même raison, Washington se montre critique à propos de la possibilité pour le gouvernement régional du Kurdistan d'exporter, sans l'accord des autorités de Bagdad, du pétrole via le territoire turc. Ce n'est pas le moindre des paradoxes alors que des compagnies pétrolières américaines signent des contrats d'exploitation avec ce même gouvernement.

➤ Israël

Suite à la grave agression survenue contre la flottille humanitaire à destination de Gaza (neufs militants turcs tués suite à l'arraisonnement du navire Mavi Marmara par des commandos de l'armée israélienne) en mai 2010, la Turquie a réduit ses relations avec Israël au plus bas niveau. Pour sa part, l'Administration américaine a exprimé son inquiétude à propos des liens qui unissent l'ONG humanitaire turque Fondation pour les droits et libertés humains et d'aide humanitaire (IHH), qui a organisé la flottille, au Hamas palestinien et au Hezbollah libanais. Près de trois ans après l'incident, les tensions restent vives entre les deux pays et elles pourraient s'accroître si Israël décidait d'attaquer l'Iran, avec l'accord ou non des Etats-Unis. De plus, les incertitudes stratégiques liées à la guerre civile en Syrie sont perçues comme autant de menaces potentielles du point de vue israélien. Or la Turquie semble désireuse de jouer la carte de leur instrumentalisation pour renforcer son influence au Moyen-Orient. En dépit de cette relation diplomatique tendue, les liens économiques bilatéraux n'ont pas été affectés, les échanges commerciaux étant même en hausse.

2. L'impact des Printemps arabes et de la guerre civile en Syrie

Initialement favorable à l'implication de la Turquie dans l'évolution des Printemps arabes, Washington ne l'est plus désormais tout autant. Du point de vue américain, la séquence où une démocratisation, d'inspiration turque, semblait possible en Tunisie, en Egypte et en Libye est révolue. La phase actuelle, qui voit se développer la polarisation politique dans ces pays (islamisme vs. frustration qu'il engendre chez les segments de populations favorables à des régimes séculiers), est de nature à compliquer les relations bilatérales. Le risque d'affrontements entre les tenants de ces deux options est d'autant plus craint aux Etats-Unis que ces derniers ne sont pas sûrs des intentions de la Turquie dans ce jeu politique.

Les Etats-Unis reconnaissent l'importance que les partis islamistes jouent dans les transitions politiques en cours dans les pays du Printemps arabe. Compte tenu de la capacité d'Ankara à lier des relations étroites avec ceux-ci, la Turquie est en position de jouer un rôle d'influence dont les Etats-Unis ne sont toutefois pas certains de pouvoir tirer profit. En effet, l'idée d'une

Turquie cherchant à se rapprocher - pour les instrumentaliser - des déclinaisons nationales de la confrérie des Frères musulmans semble dominer au sein de l'Administration américaine actuelle. De son point de vue, la stratégie poursuivie par la Turquie en Syrie en est la manifestation la plus évidente.

C'est de fait sur le dossier syrien que la relation entre les Etats-Unis et la Turquie est la plus complexe. Si, en surface, les relations semblent au beau fixe, un sentiment de frustration s'est développé à propos du rôle que chacun des deux partenaires aimerait voir jouer à l'autre.

Côté turc, on doute de l'engagement américain. Après tout, les Etats-Unis ont exprimé leurs réticences quant à la possibilité de décréter une *no fly zone* et refusent de s'engager militairement. Même la question d'une aide logistique et/ou militaire à l'Armée syrienne libre (ASL) est sensible. Alors que la Turquie fait face à une déstabilisation à ses frontières, elle a le sentiment que l'attentisme américain est le signe que ses intérêts ne sont pas réellement pris en compte par Washington.

Côté américain, la guerre civile en Syrie est analysée comme un test pour évaluer la capacité de la Turquie à assumer un rôle de puissance régionale. Or l'Administration américaine doute de la possibilité de contrôler réellement les groupes extrémistes, ainsi qu'Ankara prétend le faire. La volonté de privilégier la carte des Frères musulmans syriens (aide en matière de renseignement) présents au sein de l'ASL et du Conseil national syrien pour renverser le régime Assad suscite l'inquiétude de Washington quant à un possible embrasement dans la région. Dans cette affaire, les Etats-Unis considèrent qu'Ankara s'engage trop en faveur de groupes dont les intentions à long terme – une fois le régime Assad renversé – ne sont pas claires.

Ces divergences croissantes sont récemment apparues au grand jour, lorsque Moazal-Khatib a formulé une offre de négociation au gouvernement de Bachar Al-Assad. Les Etats-Unis, convaincus qu'une solution diplomatique à la crise est encore possible, l'ont accueillie favorablement. Au contraire, le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoğlu, l'a rapidement rejetée, suivi en cela par les Frères musulmans syriens. Le fossé semble donc s'élargir entre les tenants de la solution diplomatique et les tenants de la solution militaire.

3. L'impact des évolutions politiques internes

Les Etats-Unis suivent avec attention les événements politiques internes en Turquie qui pourraient en effet compliquer à terme les relations bilatérales. Washington craint une dérive autoritaire de l'AKP. Sur le plan institutionnel, les interrogations américaines concernent la candidature de R. T Erdoğan à la présidence de la république, ainsi que les tractations autour

d'un référendum sur la constitution. Les questions des droits de l'homme et de la liberté de la presse préoccupent également Washington.

L'attitude du Congrès à l'égard de la Turquie est aussi susceptible d'évoluer. Jusque-alors, il a plutôt manifesté une attitude bienveillante envers elle. A la suite du 11 septembre, la Turquie a été perçue comme l'allié des Etats-Unis au Moyen-Orient dans un environnement potentiellement dangereux pour la sécurité des intérêts américains. Plus récemment, le Congrès, et notamment les 132 membres du caucus sur la Turquie à la Chambre des représentants, a cherché à travailler en bonne entente avec l'Administration Obama afin de trouver une solution pour que l'impact des sanctions adoptées contre l'Iran n'affecte pas la Turquie.

Néanmoins, les tensions israélo-turques risquent d'affecter la perception que le Congrès possède de la Turquie. Il lui semble aussi difficilement compréhensible que la Turquie puisse entretenir des relations avec des mouvements extrémistes comme le Hamas, placé sur la liste des organisations terroristes aux Etats-Unis, et le Hezbollah. Les critiques publiques récentes du Premier ministre Erdoğan et de son ministre des Affaires étrangères Davutoğlu contre la faible réaction au bombardement par Israël d'un convoi militaire gouvernemental syrien à Damas ont été mal reçues au Congrès.

Un autre dossier susceptible d'envenimer les relations avec la Turquie concerne la question énergétique en Méditerranée. La convergence des intérêts d'Israël et de Chypre concernant l'exploration et l'exploitation de gisements de gaz situés au large des côtes des deux Etats, dans lesquelles des entreprises américaines sont parties prenantes, attire l'attention du Congrès. Le 13 février a ainsi été lancé à la Chambre des représentants un caucus sur les relations d'Israël avec la Grèce et Chypre. Or, la Turquie a montré sa détermination à défendre ses intérêts dans ce nouveau jeu énergétique – elle considère qu'une partie des gisements est située dans la zone économique exclusive de la République turque de Chypre du Nord qu'elle reconnaît en tant qu'Etat à part entière.

Enfin, pour compliquer un peu plus les relations bilatérales, le Congrès américain examine de nouveau une résolution sur la reconnaissance du génocide arménien pour lequel la Turquie refuse toujours de reconnaître sa responsabilité. Cette résolution a certes peu de chance d'être examinée par la Chambre des représentants, ainsi que l'a déclaré son président, John Boehner. Il n'en va pas de même au Sénat où le nouveau président du Comité des Affaires étrangères, Robert Menendez, sensible à l'influence du lobby arménien, suit le dossier de près.

Globalement, dans une perspective turque, la Turquie a moins à s'inquiéter des positions du Congrès sur ce qui est de plus en plus considérée aux Etats-Unis comme une dérive autoritaire

de l'AKP que sur ses positions concernant les enjeux géostratégiques. Aux yeux du Congrès, ces derniers passent en effet avant toute autre considération. Ainsi, ce qui retient actuellement principalement l'attention des lobbyistes américains qui s'intéressent à la Turquie concerne l'évolution des positions turques sur le dossier syrien.

4. L'approche américaine globale des relations avec la Turquie

Du point de vue français, l'approche générale des Etats-Unis dans leurs relations avec la Turquie se focalise presque exclusivement sur le Moyen-Orient. Pourtant, la Turquie a développé de nombreuses initiatives dans d'autres directions comme les Balkans, la Corne de l'Afrique, l'Asie centrale. Ces liens apparaissent même plus forts qu'avec certains pays du monde arabe comme la Tunisie et l'Egypte. Comment peut-on expliquer ce tropisme américain autour d'une relation géo-centrée sur le Moyen-Orient ? Le 11 septembre 2001 porte certainement une grande part de responsabilité dans cette focalisation. Les attentats présentent toujours un caractère traumatique chez les Américains. Cela explique les guerres américaines au Moyen-Orient qui, avec le recul, n'étaient pourtant peut-être pas nécessaires. Le Congrès américain lui-même a tendance à se concentrer de façon disproportionnée sur le Moyen-Orient dans son appréhension des relations avec la Turquie. L'angle sécuritaire de la relation est privilégié. Ainsi, lorsqu'est évoqué le rôle de la Turquie dans les Printemps arabes, c'est principalement sur le dossier de la crise en Syrie que l'implication de la Turquie retient l'attention.

5. La coopération militaire Etats-Unis - Turquie

L'étendue de la coopération militaire entre les Etats-Unis et la Turquie est difficile à apprécier. En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, il y a un déficit de confiance des deux côtés, même si les échanges de renseignements dans le cadre de la lutte contre le PKK sont réels.

Une bonne partie des officiers de l'armée turque qui a été formée par les Etats-Unis est désormais en prison dans le cadre de l'affaire Ergenekon qui procède de la volonté de l'AKP de réduire l'emprise de l'institution militaire sur la vie politique du pays. Faut-il y voir un message envoyé aux Etats-Unis ? Les charges retenues contre ces officiers sont malgré tout sérieuses.

Sur le bouclier anti-missile de l'OTAN, l'acceptation par la Turquie d'accueillir sur son territoire une partie du dispositif a été un facteur de rapprochement important avec les Etats-Unis. Considérant que le bouclier vise notamment à protéger la région d'éventuelles frappes

nucléaires de l'Iran, l'accord est le signe que la Turquie considère Téhéran comme une menace. Ce dossier n'est donc pas vraiment critique pour l'avenir des relations bilatérales, au contraire.

6. L'avenir des relations Etats-Unis - Turquie

Faut-il craindre une détérioration des relations entre les Etats-Unis et la Turquie dans l'éventualité d'un scénario où une montée en puissance de la Turquie s'accompagnerait d'une régression démocratique ?

Les Etats-Unis considèrent que la Turquie a réalisé d'importants progrès démocratiques au cours de la dernière décennie. Si la tendance autoritaire actuelle de l'AKP interpelle, elle n'est pas, de leur point de vue, de nature à les remettre en cause. Toutefois, de nombreux *think tanks*, qui avaient par le passé défendu les mérites du modèle politique turc, le pointe désormais du doigt. L'affirmation de la Turquie comme puissance régionale, voire mondiale, peut toutefois amener les Etats-Unis à rechercher des relations encore plus étroites avec ce pays. Si un point de politique intérieure peut conditionner le futur de la relation, il concerne le rapport des futures élites aux valeurs européennes et occidentales. La capacité des jeunes générations d'hommes et de femmes politiques turcs à les reprendre à leur compte et à les diffuser au sein de la société turque est un point essentiel aux yeux de l'administration américaine.

7. Le « modèle turc »

Est-il pertinent de faire un parallèle autour du rôle de modèle assigné par les Etats-Unis à la Turquie durant les années 1990 et à l'occasion des Printemps arabes ? En premier lieu, il convient de préciser que les Etats-Unis utilisent plus volontiers le terme d'« inspiration » que celui de « modèle » pour évoquer l'influence de la Turquie. Ensuite, les destinataires potentiels de l'inspiration ne sont pas identiques pour les deux périodes évoquées. Dans les années 1990, les Etats-Unis espéraient que la Turquie joue un rôle d'attraction sur les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. Aujourd'hui, cela concerne le monde arabe à propos de la façon souhaitable de concilier principes démocratiques et valeurs de l'islam. A cet égard, il faut remarquer que la Turquie dispose d'une véritable capacité de « soft power » dans le monde arabe à travers ses médias. Ainsi, certaines séries télévisées turques (comme *Nur* par exemple) y sont parmi les plus suivies.

Les relations de la Turquie avec ses voisins

Sur les relations Turquie - UE, les Etats-Unis considèrent qu'elles sont essentielles pour asseoir définitivement le régime démocratique en Turquie et éviter que celle-ci ne soit tentée par l'islamisation. Du point de vue américain, l'OTAN ne saurait suffire à ancrer la Turquie dans le camp occidental. C'est pourquoi les Etats-Unis soutiennent l'adhésion de la Turquie à l'UE. Pour autant, la thèse répandue au sein de la classe politique européenne favorable à l'adhésion de la Turquie selon laquelle un refus européen pousserait, par dépit, la Turquie à se rapprocher des pays musulmans leur paraît exagérée. Pour les Américains, un tel rapprochement ne serait pas une si bonne affaire pour la Turquie. Il ne représente donc pas un risque, du point de vue de leurs relations bilatérales.

Sur les relations Turquie - Israël, il est important de garder à l'esprit que le crédit dont jouit R. T Erdoğan dans le monde arabe doit beaucoup à ses positions dures à l'égard d'Israël. Son attitude lors de l'opération de la flottille humanitaire à destination de la bande de Gaza, ainsi que sa récente déclaration contre l'attaque par Israël du convoi militaire destiné aux forces armées du régime syrien montrent qu'il prend personnellement à cœur les rapports de la Turquie avec Israël. Les Etats-Unis tentent de jouer un rôle de médiateur entre les deux puissances régionales, comme l'a démontré leur demande à Israël de présenter des excuses à la Turquie quant à la mort des neuf militants turcs sur le Mavi Marmara. Par ailleurs, malgré l'animosité entre les deux pays, Israël continue de coopérer avec la Turquie dans sa lutte contre le PKK. Non seulement une coopération économique entre les deux existe, mais de plus elle façonne de manière significative leurs relations bilatérales.

Sur les relations Turquie - Russie, les Etats-Unis se focalisent sur les enjeux énergétiques. La Turquie peut permettre à l'Europe d'être moins dépendante des approvisionnements en hydrocarbures russes et devrait elle-même diversifier ses approvisionnements. La diplomatie des pipelines promue par les Etats-Unis a précisément pour objectif de rendre l'Europe et la Turquie moins dépendantes de la Russie, qui n'hésite pas, pour sa part, à brandir la menace d'un arrêt des approvisionnements lorsque les choix politiques de tel ou tel lui déplaisent (exemple de l'Ukraine au cours de l'hiver 2008-2009).

Du point de vue turc, les reproches américains concernant le refus de la Turquie de laisser le passage aux navires américains lors de la guerre de Géorgie en 2008 constituent un faux débat. La Turquie a agi conformément à ses obligations conventionnelles sur les Détroits. Les relations entre la Turquie et la Russie se sont tendues avec le développement des Printemps arabes, et tout particulièrement à propos du dossier syrien. La Russie est préoccupée par le développement d'un islam sunnite radical à ses frontières sud. Ces tensions entre les deux pays ne sont pas nécessairement une bonne nouvelle du point de vue américain. Les Etats-Unis ont la conviction que la Russie est un partenaire essentiel sur l'Iran et la Syrie.

Sur le dossier syrien, il faut rappeler que la Turquie ne s'est pas d'emblée ralliée à une solution militaire. Dans un premier temps, Ankara a cherché à promouvoir une solution politique qui préserve ses intérêts, géostratégiques (sécurité à ses frontières) aussi bien qu'économiques. Pour la Turquie, la gestion de la question kurde par le futur pouvoir syrien sera déterminante pour sa propre stabilité. Sur ce point, la sécurité de la Turquie est aussi un enjeu dans la mesure où un renforcement des capacités militaires de l'Union démocratique kurde (PYD) en lien avec le chaos syrien pourrait signifier une accentuation de la lutte armée du PKK. La situation des Kurdes de Syrie constitue donc un test pour la Turquie dans la région. Du point de vue américain, Ankara est en pointe sur la Syrie, notamment à travers son soutien aux Frères musulmans syriens. Les Etats-Unis analysent cette stratégie en termes de leadership régional pour la Turquie à long terme. Ils suivent eux aussi de près les évolutions de la question kurde en Syrie car l'idée que cette communauté sera un atout dans la préservation du sécularisme au sein du régime post-Assad fait son chemin.

Biographie de Katherine Wilkens

Katherine WILKENS

Deputy Director of the Middle East Program, Carnegie Endowment

Katherine Wilkens is the deputy director of the Middle East Program at the Carnegie Endowment. She joined Carnegie after five years as a vice president at AMIDEAST, an American nonprofit organization engaged in education, training, and capacity building in the Middle East and North Africa, where she was engaged in promoting higher education initiatives in the Middle East and partnerships between the United States and the region to expand educational quality and entrepreneurship training.

She served as president of the World Affairs Council of Washington D.C. from 2004 to 2007, where she spearheaded regional educational initiatives to enhance student and citizen education on foreign policy issues. Prior to that, Katherine Wilkens held senior positions in the U.S. government for over a decade including as senior adviser for Caspian energy issues at the U.S. Department of Energy and staff director and professional staff member of the House Affairs Subcommittee on Europe and the Middle East under the leadership of then-Chairman Lee H. Hamilton.

Katherine Wilkens began her career as a State Department analyst and specialist on Turkey and the Eastern Mediterranean. She has been an international affairs fellow at the Council on Foreign Relations, a Presidential Management Fellow, and a member of the board of directors of Meridian International Center.

Katherine Wilkens has written and published on a wide range of issues, including Turkey, the Kurdish issue, U.S. policy in the Balkans, and higher education reform in the Arab world.

Liste des participants

Efthymis Aravantinos

Conseiller de presse, ambassade de Grèce à Paris

David Behar

Chargé de mission, Direction de la Prospective, ministère des Affaires étrangères et européennes

Marc Bernardin

Président, Comité France-Turquie

Michel Blancher

Analyste, Ministère de l'Intérieur

Didem Bora

Coordinatrice à Paris, Institut du Bosphore

Aurélie Carton

Journaliste, Amnesty International

Günhan Emre Ersoy

Conseiller, ambassade de Turquie à Paris

Rémi Gauvain

Chargé de mission – Délégation aux Affaires stratégiques, Ministère de la Défense

Tugce Gonultas

Stagiaire, Institut du Bosphore

Rachel Holloway

Strategy & Reform, OECD/SIGMA

Antonia Kaplan

Journaliste, *Hearst Newspapers*

Belkis Kenber

Membre du Comité France-Turquie et du Centre Culturel Anatolie

Bilgi Kenber

Membre du Comité France-Turquie et du Centre Culturel Anatolie

Pierre Lacroix

Assistant de recherche, IRIS

Delia Lazar

Assistante pôle événements et manifestations, IRIS

Camille Mjati

Délégation aux Affaires stratégiques, Ministère de la Défense

Arthur Paecht

Ancien vice-président de l'Assemblée nationale, président d'honneur de l'IRIS

Pierre Razoux

Directeur de recherche, IRSEM

Jan Rividi

Président, Syndicat Export & Import Textiles (SEIT)

Lilia Rusnac

Consultante, FLA Consultant

Alain de Savigny

Ecrivain et conférencier sur l'Empire ottoman

Jean-Baptiste Sercq

Président, Association *La Francophilie*

Laria Stoian

Première secrétaire Affaires politiques, ambassade de Roumanie à Paris

Dogan Sumar

Membre du Comité France-Turquie

Alican Tayla

Chercheur associé à l'IRIS

Fusun Tarhan

Consultante et économiste

Mehmet Tumer

Etudiant, IRIS Sup'

Jirina Valentova

Première secrétaire, Ambassade de la République Tchèque

Jean-Marc Virieux

Conseiller, commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées, Sénat

Laurent Yana

Directeur de la stratégie et du développement durable, GDF SUEZ

Ozan Yigitkeskin

Journaliste, *Acturca*